

In Extenso

CENTRE OUEST

MAISON FAMILIALE RURALE DE CHEMILLE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

« Coulvée » - BP 80035

49120 CHEMILLE-EN-ANJOU

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

MAISON FAMILIALE RURALE DE CHEMILLE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

« Coulvée » - BP 80035

49120 CHEMILLE-EN-ANJOU

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MFR CHEMILLE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard
Le 31/03/25

ID: lx_kLYrGMvvQ68x

Grégoire GAILLARD

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

		31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	98 987	30 669	68 318	69 559
ACTIF CIRCULANT	Constructions	3 539 646	1 767 004	1 772 643	1 942 005
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	265 179	216 404	48 775	72 323
	Autres immobilisations corporelles	349 554	256 312	93 242	91 730
	Immobilisations corporelles en cours	620 756		620 756	36 868
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 107		1 107	1 076
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	149 998	36 055	113 943	121 952
	Prêts	1 850		1 850	2 900
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	5 027 077	2 306 444	2 720 633	2 338 413
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	2 931		2 931	3 374
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	635 694	1 585	634 110	388 878
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	92 499		92 499	243 074
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	30 220		30 220	94 911
	DISPONIBILITES	1 387 782		1 387 782	1 141 691
	Charges constatées d'avance	7 839		7 839	23 274
	TOTAL (II)	2 156 965	1 585	2 155 380	1 895 203
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	7 184 042	2 308 029	4 876 013	4 233 616

(1) dont droit au bail
(2) dont à moins d'un an
(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 866 716	1 735 587
	Excédent ou déficit de l'exercice	132 427	131 129
	Total des fonds propres (situation nette)	1 999 143	1 866 716
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 251 215	1 246 954
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	1 251 215	1 246 954
	Total des fonds propres	3 250 358	3 113 671
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	43 185	41 590
	Total des provisions	43 185	41 590
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	886 559	646 443
	Emprunts et dettes financières divers	7 138	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 494	57 698
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	130 934	166 537
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	298 732	
	Autres dettes	27 849	27 932
	Produits constatés d'avance	189 765	179 746
	Total des dettes	1 582 470	1 078 355
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 876 013	4 233 616
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	132 427,04	131 129,47
	(1) Dont à moins d'un an	803 770	525 600
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Mission de présentation

Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

	31/12/2024	31/12/2023
	12 mois	12 mois
Cotisations	3 546	3 564
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	897 563	889 542
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	655 793	686 798
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	16 065	13 121
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3	2 175
Total des produits d'exploitation	1 572 971	1 595 200

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières et autres approvisionnements	94 320	101 335
Variation de stock	444	979
Autres achats et charges externes	352 624	352 225
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	17 567	17 267
Salaires et traitements	597 567	593 106
Charges sociales	268 310	262 537
Dotation aux amortissements et dépréciations	174 639	196 380
Dotation aux provisions	1 595	3 228
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	470	2 010
Total des charges d'exploitation	1 507 535	1 529 068
RESULTAT D'EXPLOITATION	65 436	66 132

Compte de Résultat

2/2

	31/12/2024	31/12/2023
	RESULTAT D'EXPLOITATION	65 436
PRODUITS FINANCIERS	De participation	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	5 399
	Autres intérêts et produits assimilés	22 157
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	309
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 649
	Total des produits financiers	29 514
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 010
	Intérêts et charges assimilées	8 750
	Différences négatives de change	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	Total des charges financières	16 759
	RESULTAT FINANCIER	12 754
	RESULTAT COURANT avant impôts	78 190
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	626
	Sur opérations en capital	102 224
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	102 478
	Total des produits exceptionnels	102 224
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	33 106
	Sur opérations en capital	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	47 987
	Total des charges exceptionnelles	47 987
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	54 237
	Participation des salariés aux résultats	
	Impôts sur les bénéfices	
	TOTAL DES PRODUITS	1 704 709
	TOTAL DES CHARGES	1 572 282
	EXCEDENT ou DEFICIT	132 427
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Dons en nature	
	Prestations en nature	
	Bénévolat	
	TOTAL	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Secours en nature	
	Mise à disposition gratuite de biens	
	Prestations	
	Personnel bénévole	
	TOTAL	

Mission de présentation

Annexe Comptable

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association MAISON FAMILIALE RURALE DE CHEMILLE ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier les Règlements du Comité de la Réglementation comptable rappelées ci-dessous :

- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n°2020-08 qui est venu le compléter.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Fonds dédiés et reportés : Les fonds dédiés sont des rubriques qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Il n'existe pas de fonds dédiés à la clôture de l'exercice.

Contributions volontaires en nature : La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2024.

1- Valeurs immobilisées :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé en mode linéaire sur la durée probable d'utilisation des biens.

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Annexe Comptable

Méthodes et durées d'amortissements pratiqués sur les biens neufs :

Poste	Mode d'amortissement	Durée
Autres immob. incorporelles	Consommation temps	sur 3 ans
Terrains	Consommation temps	de 5 à 30 ans
Constructions sur sol propre	Consommation temps	de 10 à 30 ans
Installations constructions	Consommation temps	sur 10 ans
Installations techniques	Consommation temps	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	Consommation temps	sur 4 ans
Matériel de bureau, info, mobilier	Consommation temps	de 3 à 10 ans
Divers, emballages récupérables	Consommation temps	de 5 à 10 ans

La ligne "Terrain" regroupe les agencements et aménagements des terrains qui font l'objet d'un amortissement.

2 - Immobilisations financières :

La valeur des immobilisations financières est constituée par le coût d'achats hors frais accessoires, directement imputable à l'acquisition. Les frais d'acquisition liés aux titres immobilisés sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée par le montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée sur la base des critères tels que la valeur de la quote-part dans l'actif net.

3 - Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la clôture de l'exercice.

4 - Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Annexe Comptable

5 - Valeur mobilière de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dépréciations apparaissent éventuellement sur certains titres et elles ont été constatées sous forme de provision.

6 - Disponibilité

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DES COMPTES

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE

Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées conformément aux dispositions de la convention collective des MFR.

L'estimation de l'engagement prend en compte les modalités suivantes :

Personnel concerné : L'ensemble des salariés

Age de départ : 64 ans pour les employés administratifs et cadres et 65 ans pour les cadres dirigeants.

Taux de charges sociales : 40 % pour les employés administratifs et cadres et 45 % pour les cadres dirigeants.

Taux de rotation : Faible pour les employés administratifs et cadres et très faibles pour les cadres dirigeants.

L'engagement global figure au compte 1530 - Provision Indemnité Départ en Retraite pour 43.185 € au 31/12/2024. La dotation de l'exercice, d'un montant de 1.595 € est comptabilisée au compte 6815 dans le compte de résultat.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC 2014-03, dans une racine de compte 131 - Subvention d'investissement, avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000. La reprise de l'exercice clos le 31/12/2024 s'élève à 100.724 €.

Annexe Comptable

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan à la date de leur octroi.

Par exception à ce principe, les subventions relatives aux constructions ont été comptabilisées lors de la réalisation définitive des investissements sur les exercices 2014/2015, 2015/2016 et 2020.

Des immobilisations sont en cours au 31/12/2024 pour un montant de 620.755 €. Ces investissements sont partiellement subventionnés. Le montant définitif de ces subventions n'étant pas connu, seuls les acomptes perçus ont été inscrits dans les comptes 1312 et 13191 et n'ont pas fait l'objet d'une reprise en compte de résultat.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du Commissaire aux Comptes figurent dans les charges de l'exercice clos le 31/12/2024 pour un montant de 3.792 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'Union CDC Région de Chemillé s'est portée caution à hauteur de 50 % sur l'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole pour un montant initial de 960.000 €. Au 31/12/2024, l'engagement de caution s'élève à 183.108 € correspondant à 50 % des montants restant dus.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Produits constatés d'avance : Les produits constatés d'avance correspondent aux frais de scolarité et pensions facturés lors de la rentrée 2024 et relatifs au 6 premiers mois de l'année 2025. Il a donc été retenu un calcul de 4/10° et 6/10° pour tenir compte de la séparation des exercices.

Charges de personnel : L'association a mis en place un intéressement pour une durée de 3 ans au profit de ses salariés. L'intéressement est provisionné dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et est comptabilisé dans les charges de personnel au débit du compte 64815.

Régime fiscal : L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
		Réévaluations	Augmentations Acquisitions	Diminutions Virt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres					
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
CORPORELLES					
Terrains	98 987				98 987
Constructions sur sol propre	3 590 191		862	85 545	3 505 508
sur sol d'autrui					
instal. agencé aménagement	34 139				34 139
Instal technique, matériel outillage industriels	269 697			4 518	265 179
Instal., agencement, aménagement divers					
Matériel de transport	30 452				30 452
Matériel de bureau, informatique et mobilier	284 149		26 614	14 360	296 403
Emballages récupérables et divers	35 623		3 373	16 296	22 700
Immobilisations corporelles en cours	36 868		583 888		620 756
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 380 105		614 736	120 719	4 874 122
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
FINANCIERES					
Participations évaluées en équivalence					
Autres participations	1 076		32		1 107
Autres titres immobilisés	149 998				149 998
Prêts et autres immobilisations financières	2 900			1 050	1 850
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	153 974		32	1 050	152 955
TOTAL	4 534 079		614 768	121 769	5 027 077

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains	29 428	1 241		30 669
	Constructions sur sol propre	1 673 532	167 109	84 683	1 755 958
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	8 792	2 253		11 045
	Instal technique, matériel outillage industriels	197 374	23 547	4 518	216 404
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	30 251	201		30 452
	Matériel de bureau, mobilier	194 756	26 722	14 360	207 117
	Emballages récupérables et divers	33 486	1 553	16 296	18 743
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 167 620	222 626	119 858	2 270 389
	TOTAL	2 167 620	222 626	119 858	2 270 389

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
--	----------------	---------------	-------------	------------

PROVISIONS REGLEMEENTEES

Reconstruction gisements miniers et pétroliers

Provisions pour investissement

Provisions pour hausse des prix

Provisions pour amortissements dérogatoires

Provisions fiscales pour prêts d'installation

Provisions autres

PROVISIONS REGLEMEENTEES

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Pour litiges

Pour garanties données aux clients

Pour pertes sur marchés à terme

Pour amendes et pénalités

Pour pertes de change

Pour pensions et obligations similaires

Pour impôts

Pour renouvellement des immobilisations

Provisions pour gros entretien et grandes révisions

Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer

Autres

41 590

1 595

43 185

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

41 590

1 595

43 185

PROVISIONS POUR DEPRECIATION

Sur immobilisations { incorporelles
corporelles
legs ou donations
des titres mis en équivalence
titres de participation
autres immo. financières

Sur stocks et en-cours

Sur comptes clients, usagers

Sur créances reçues par legs ou donations

Autres

28 046

8 010

36 055

3 911

2 326

1 585

309

309

PROVISIONS POUR DEPRECIATION

32 265

8 010

2 635

37 640

TOTAL GENERAL

73 855

9 605

2 635

80 825

Dont dotations et reprises { - d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

1 595

2 326

8 010

309

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts	1 850	1 850
	Autres immobilisations financières		
	Clients, usagers douteux ou litigieux		
	Autres créances clients, usagers	635 694	635 694
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées		
	Créances reçues par legs ou donations		
	Débiteurs divers	92 499	92 499
	Charges constatées d'avance	7 839	7 839
	TOTAL DES CREANCES	737 882	737 882
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 050		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Mission de présentation

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 735 587	131 129			1 866 716
Excédent ou déficit de l'exercice	131 129	(131 129)	132 427		132 427
Situation nette	1 866 716		132 427		1 999 143
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 246 954		141 933	137 672	1 251 215
Provisions réglementées					
TOTAL	3 113 671		274 360	137 672	3 250 358

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			7 839
Abonnements et charges diverses		3 231	
Acomptes sur voyages		4 608	

Charges constatées d'avance - FINANCIERES

Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES

TOTAL	7 839
-------	-------

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			189 765
Scolarité - Restauration et Divers		179 577	
Acomptes sur voyages		10 188	

Produits constatés d'avance - FINANCIERS

Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS

TOTAL	189 765
--------------	----------------